



RENDU EXECUTOIRE LE

10 NOV. 2022

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRETE N°2022-A-DGAS-DEF-PMI-0022

du 04 NOV. 2022

Envoyé en préfecture le 04/11/2022

Reçu en préfecture le 04/11/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221104-22_A_PMI_0022-AR

DIRECTION DE L'ENFANCE

ET DE LA FAMILLE

SERVICE DE PROTECTION

MATERNELLE ET INFANTILE

Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIERE

Réf : BB/GR

Portant autorisation d'ouverture et de fonctionnement
d'une micro-crèche PAJE d'enfants de moins de 6 ans,
« LA CABANE D'ACHILLE ET CAMILLE », située :

*26 Rue du Moulin Chapron - Chincé
JAUNAY-MARIGNY (86130)*

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-9,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L.2324-1 et suivants et R.2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant,

CONSIDERANT le courrier le 29 septembre 2022 de
, gérante de l'établissement sollicitant l'autorisation du Président du Conseil
Départemental pour l'ouverture et le fonctionnement d'une micro-crèche PAJE « LA CABANE
D'ACHILLE ET CAMILLE » à Jaunay-Marigny,

CONSIDERANT l'avis favorable d'ouverture de Monsieur le Maire de Jaunay-Marigny le 13 octobre 2022,

CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui relève des compétences de la commission de sécurité,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

Département de la Vienne

39, rue de Beaulieu

86008 Poitiers Cedex

Tél. 05 49 45 90 45

 lavienne86.fr

Article 1^{er} :

Autorise la gérante de l'établissement à ouvrir et à faire fonctionner une micro-crèche PAJE « LA CABANE D'ACHILLE ET CAMILLE » située 26 rue du Moulin Chapron – Chincé- Jaunay-Marigny (86130) à compter du 7 novembre 2022

Article 2 :

La capacité d'accueil sera de **12 enfants maximum** âgés de 10 semaines à 4 ans.

Article 3 :

L'établissement est ouvert du **lundi au vendredi de 5h30 à 22h30**.

Article 4 :

La référence technique est assurée par :

- , **Infirmière diplômée d'Etat**

En application de l'article R2324-46-5 du Code de la Santé Publique, , **Infirmière diplômée d'Etat et** , **Educatrice de jeunes enfants** du réseau assureront un **accompagnement à raison de 5h mensuelles** auprès de la référente technique non expérimentée.

En application de l'article R2324-46-1 du Code de la Santé Publique la quotité minimale de temps de travail dédiée à la fonction de référente technique est de **0.20 ETP**.

L'encadrement des enfants est assuré par du personnel justifiant d'une certification au moins de niveau V enregistrée au répertoire national de certifications professionnelles, attestant de compétences dans le champ de l'accueil des jeunes enfants et deux années d'expérience professionnelle ou d'une expérience professionnelle de 3 ans comme assistant maternel agréé.

L'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants : une professionnelle est présente pour l'accueil d'un à trois enfants. Pour des raisons de sécurité une autre personne clairement désignée est joignable par téléphone en cas d'urgence. Deux professionnelles sont présentes pour un nombre d'enfants compris entre 4 et 12.

Article 5 :

Le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 6 :

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérécourrs citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, la Gérante de l'établissement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et/ou affichés. Il sera également notifié au gestionnaire de l'établissement.

Fait à Poitiers, le 04 NOV. 2022

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Pichon', is written over a horizontal line.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 04/11/2022

Reçu en préfecture le 04/11/2022

Publié le



ID : 086-228600011-20221104-22_A_PMI_0022-AR